

redoutable éventualité d'une attaque, soit contre les États-Unis soit contre une des nations avec lesquelles nous sommes associés. Est-il possible de concevoir qu'advenant une attaque de ce genre, on attendrait que les consultations aient eu lieu avant de lancer ces forces qui ont été réunies en vue de la défense de la liberté? Cela n'est pas concevable.

Est-il possible que le gouvernement des États-Unis laisse continuer des bombardements ou des attaques atomiques à partir de sous-marins ou de navires de surface, durant des jours ou seulement durant des heures, sans prendre aucune mesure, en attendant que des consultations aient eu lieu? Cela est tout simplement impossible. Il y a quelques jours seulement, on l'a reconnu en Grande-Bretagne, lorsqu'on a indiqué nettement qu'il y aurait une entente touchant les circonstances dans lesquelles les bases qui se trouvent en Grande-Bretagne seraient utilisées, mais on a très bien compris que les mesures de représailles seraient immédiates, massives et formidables.

La vérité est que nous sommes peut-être actuellement moins éloignés d'une paix durable que nous l'avons été depuis bien longtemps. C'est une chose terrible à admettre, mais en apprenant la nouvelle selon laquelle des cendres provenant de la bombe à hydrogène lancée à Bikini auraient été projetées à 800 ou 900 milles de distance, encore imprégnées de l'effet de cette explosion, les hommes du Kremlin doivent penser, comme nous tous, à l'universalité de la destruction qui suivrait un nouveau recours insensé à la guerre.

Un grand nombre de députés se souviennent encore qu'ils ont été obligés de porter des masques à gaz durant les premières années de la guerre. On les avait avertis de ne jamais s'en séparer. Ils savaient que l'ennemi possédait et que nous possédions des gaz terribles. Cet engin redoutable n'a jamais été utilisé. Il n'a jamais servi, parce que son emploi aurait eu des conséquences terribles pour les deux camps.

Mais nous avons ici un engin infiniment plus terrible, si terrible qu'on ne peut même en imaginer les effets. Aujourd'hui même, aux quatre coins du monde, des journaux sérieux proposent qu'on fasse preuve d'une grande modération à l'égard de toute nouvelle explosion de bombes de ce genre. Des éditorialistes ont signalé qu'il est possible qu'accidentellement on franchisse les limites de contrôle, libérant ainsi sur la plus grande partie du monde des radiations dangereuses et mortelles. Cette possibilité-là est maintenant réelle et terrible.

Dans un éditorial consacré à cette question par l'un des journaux les plus sérieux qui se publient actuellement, on signalait que ces événements laissent présager le moment où un fou, poussé au pied du mur et désespéré, pourrait fort bien employer cette arme abominable. C'est possible. Il est certain, en tout cas, qu'il faudrait chercher, par tous les moyens, à empêcher un aussi terrible événement de se produire, événement qui, hélas, est actuellement du domaine des possibilités. Tout ce que je vais dire s'inspire de la conviction qu'en tant que nation nous ne devrions jamais perdre de vue cette possibilité, que toujours, dans toutes les décisions que nous pourrions être appelés à prendre, nous devrions avoir cela présent à l'esprit. C'est pourquoi j'aimerais revenir sur ce qui a été dit hier, sur ce dont nous sommes d'ailleurs toujours saisis en ce qui concerne la Chine communiste et la conférence qui doit avoir lieu à Genève.

Le premier ministre (M. St-Laurent) a expliqué hier que, pressé par les journalistes, il a pu employer des mots qui n'exprimaient pas tout à fait sa pensée. Aucun député ne songera à mettre en doute l'explication qu'il a donnée. Il est certain que nul ici n'ignore les difficultés que présentent certaines questions lorsqu'elles sont posées rapidement au moment où l'on descend d'un avion, d'un train ou qu'on arrive à destination après un long voyage, au pays ou à l'étranger. Nous acceptons cette explication sans réserve. Il reste que l'inquiétude n'est pas dissipée pour autant.

A une autre occasion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a signalé que le premier ministre avait employé des mots analogues à ceux qu'il a employés cette fois-là. Il est vrai que ces mots avaient un sens tout à fait différent, du moins pour ce qui est d'un aspect particulier de la question. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a signalé que l'an dernier le premier ministre avait employé des mots où il n'était pas question d'un gouvernement voulu par le peuple, mais de la reconnaissance d'une autre façon. Je veux parler de la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, faite le 8 mars dernier, et rapportée dans le *hansard*, page 2909. On venait de poser une question au sujet des mots qui avaient été rapportés et dans lesquels il était question du gouvernement que le peuple voulait. Voici ce que déclarait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à cette occasion:

Voilà un extrait du journal de ce qu'a dit le premier ministre au sujet de la reconnaissance du gouvernement communiste de Chine. Encore une fois à ce sujet, monsieur l'Orateur, le premier